

COMMUNE DE SAINT JULIEN DES LANDES
Département de la VENDEE
Conseil Municipal du jeudi 19 novembre 2015
Procès verbal

Nombre de conseillers :
en exercice : 15

Date de la convocation :
9 novembre 2015

L'an deux mille quinze, le dix neuf novembre le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie en séance publique à 19h00 sous la présidence de M Joël BRET, Maire.

PRESENTS : BRET Joël, BRIANCEAU Joseph, PILLET Mireille, GROSSIN André, BOURIEAU Bénédicte, GUERINEAU Chantal, RAIMONDEAU Jean-Marc, GROUSSIN Didier, PERRAUDEAU Carole, CHAIGNE Amandine, GROSSIN Bénédicte, PHELIPPEAU Rémy

EXCUSES : MERCIER Isabelle, TESSIER Jean, GODET Jean-Philippe

A 19h06, le quorum étant atteint, le conseil municipal peut délibérer valablement en application des dispositions de l'article L2121-17 du CGCT.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE : Didier GROUSSIN

APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 26 octobre 2015 :

Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux s'ils entendent approuver le procès-verbal de la séance du 26 octobre 2015.

Le procès verbal est approuvé à l'unanimité.

DECISIONS

Par délibération du 17 avril 2014 et conformément à l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal a donné délégation au Maire pour prendre certaines décisions.

M le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal.

| | | | | |
|------------|--------------|-----------------|--|------------|
| 02/11/2015 | Accord cadre | ALLEZ | Suppression vitres sur les appareils d'éclairage salle de tennis et salle omnisports | 1 312,50 € |
| 05/11/2015 | Accord cadre | VFI | petites fournitures service technique | 579,87 € |
| 05/11/2015 | Accord cadre | TESSON Laurent | Cloison école publique | 3 425,88 € |
| 05/11/2015 | Accord cadre | Dimitri JOCHARD | peinture cloison école publique | 577,00 € |
| 05/11/2015 | Accord cadre | SNGE | Sirène incendie et carillon école | 616,66 € |
| 06/11/2015 | Accord cadre | EAUDECI | Réparation du poteau d'incendie à la Richard | 381,05 € |
| 16/11/2015 | Accord cadre | Vendée location | Nacelle (illumination de Noël) | 374,00 € |

Organisation des élections régionales

DOSSIERS POUR DELIBERATIONS

Réf. 01 –Présentation du document unique

Le décret n°2001-1016 du 5/11/01 et la circulaire du 18/04/02 indiquent que l'élu-employeur doit procéder, **avant le 8 novembre 2002, à l'évaluation et la prévention des risques professionnels auxquels sont exposés ses agents.**

Dans l'objectif de bâtir une politique de prévention et de gestion de la santé et de la sécurité au travail, l'évaluation à priori des risques est un élément indispensable. Investir dans la prévention, c'est améliorer le fonctionnement de la collectivité, valoriser son savoir-faire et renforcer la cohésion sociale. Connaître et maîtriser les risques permet la réduction des coûts, mais aussi d'être plus efficient.

C'est un outil à usage strictement interne qui nécessite la participation active de chacun : agents, maîtrise, encadrement, représentants du personnel, membre du C.H.S.C.T./C.T., assistants ou conseillers de prévention...

Toute identification des risques doit être suivie d'une hiérarchisation. Ceci doit aider l'autorité territoriale, avec son personnel, à concevoir un plan d'actions, comprenant un échancier et des moyens pour supprimer ou diminuer les risques, suivant les principes généraux de prévention.

Le médecin du travail doit être associé à l'ensemble du processus en tant que conseiller des agents et de l'élu-employeur.

Les élus de la commune de Saint Julien des Landes ont engagé une réflexion autour de la prévention des risques professionnels depuis le début de l'année 2013.

En Mars 2013, le service hygiène et sécurité du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Vendée a réalisé une mission d'inspection des différents bâtiments communaux. Cette mission a permis de mettre en avant les améliorations à apporter aux locaux et a également permis d'établir un premier diagnostic des risques auxquels étaient exposés les agents de la collectivité.

En parallèle, une convention a été signée en Mars 2013 avec le centre de gestion pour obtenir un accompagnement et un soutien dans la réalisation du document unique.

Un agent du service administratif a travaillé en collaboration avec le service hygiène et sécurité afin de recenser les différentes activités des agents et d'évaluer les risques associés.

L'enjeu principal pour les élus de la commune de Saint Julien des Landes est d'assurer la sécurité des agents et de veiller à améliorer les conditions de travail de chacun d'entre eux.

Le but de la démarche du document unique est de faire prendre conscience aux agents des risques auxquels ils sont confrontés sur leur lieu de travail et de réfléchir aux différentes actions de prévention à mettre en place afin de diminuer les accidents et arrêts de travail et d'améliorer sensiblement l'environnement de travail des agents.

Quelles sont les étapes de validation par l'employeur :

- ✓ Présentation de l'évaluation et définition des axes de travail au Comité de Pilotage
- ✓ Présentation au CHSCT
- ✓ **Présentation aux élus lors d'un conseil municipal**
- ✓ Présentation aux agents

| | Risques | Actions proposées | Date réalisation |
|----------------------------------|--|--|---------------------------------|
| Service Administratif | Archives : étagères pleines, sol encombré, dossiers empilés, circulation et accès aux dossiers très difficile | * Prévoir une mission d'archivage auprès du CDG ou d'un stagiaire afin de trier, détruire et réorganiser les archives. | 2016 |
| | Gestion du stress, du public et du temps | * Mise en place systématique du répondeur sur le temps de fermeture au public pour dégager du temps de travail plus calme | 2015 (100%) |
| | | * Etablir plan de formation (accueil des personnes difficiles, gestion du stress, organisation et gestion du temps) | 2015-2016 (50%) |
| | Déplacement à l'extérieur | * Mise en place systématique d'ordre de mission lors des déplacements à l'extérieur | 2016 |
| Service Technique | Entretien des massifs sur axes départementaux, dangers circulation | * Mise en place d'une réflexion autour des choix d'essences afin de réduire la fréquence d'entretien des massifs | 2016 |
| | Présence de produits inflammables dans les véhicules (jerrycane essence) | * Prévoir achats d'extincteurs pour les véhicules | 2016-2017 |
| | Utilisation nacelle et autres véhicules Travail voirie, signalisation | * Etablir plan de formation (recyclage formation nacelle, recyclage autorisation de conduite, habilitation électrique, formation signalisation temporaire de chantier) | 2016 |
| Service Education Enfance | Postures contraignantes lors du ménage du restaurant scolaire | * Achats de chaises hautes pour les petits afin de manger sur table hauteur standard * Achat d'une auto-laveuse afin de faciliter le nettoyage des sols | 2014-2015 (100%) 2015 (100%) |
| | Entretien et service au restaurant, absence de tenue, contact avec les produits alimentaires | * Mise à disposition à l'ensemble des agents d'une tenue comprenant : chaussure antidérapante, blouse, charlotte, gant | 2014-2015 (100%) |
| | Bruit lors du repas Espace plonge trop réduit, circulation difficile, risque de chute lors du remplissage des pichets d'eau, déménagement fréquent des outils de la cantine lors de la location de la salle polyvalente | * Tous ces risques seront étudiés lors de l'agrandissement du restaurant scolaire : - Etude bruit et a sonorisation - Prévoir point d'eau dans la salle du restaurant scolaire pour le remplissage des pichets en sécurité - Prévoir cuisine et espace plonge indépendant de ceux utilisés dans le cadre de la location de la salle polyvalente | 2016-2017 |
| | Bruit | * Proposition aux agents de protection auditive | 2016 |
| | Gestion du stress avec les enfants et travail collaboration avec les instituteurs | * Note de cadrage et fiche de poste définissant le rôle et les missions de chacun * Etablir plan de formation (formation aux 1ers gestes de secours) | 2015 (100%) 2016 |
| | Nettoyage des classes, postures | * Achats d'un aspirateur pour faciliter le | 2015 (100%) |
| | | | |
| | | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | nettoyage des sols * Etablir plan de formation (gestes et postures) | |
|--|--|--|--|

A 19h21, arrivée d'Amandine CHAIGNE.

A 19h22, arrivée de Jean-Marc RAIMONDEAU

Quels sont les critères de suivi des actions :

Mise à jour du document unique à prévoir tous les ans.
Nomination et formation d'un agent chargé de la prévention.

Les entretiens professionnels avec le responsable des services sera l'occasion de l'occasion de faire le point sur la mise en place des ces actions.

A 19h28, arrivée de Carole PERRAUDEAU.

VOTE : Unanimité

Réf. 02 – Avis sur le schéma de mutualisation

Prévu par la loi de réforme des collectivités territoriales de 2010, le schéma de mutualisation vise une meilleure organisation des services des communes et de la communauté de communes. Dans un contexte de réduction des dotations de l'Etat, et où la demande des services locaux est toujours croissante, la rationalisation des moyens s'impose à toutes les collectivités.

Aussi, la mutualisation doit apporter une réponse à l'amélioration des politiques publiques en optimisant les dépenses. Elle doit être mise en œuvre avec l'exigence de proximité, de réactivité et de cohérence de l'action.

La mutualisation n'est donc pas une fin en soi, mais un outil au service des collectivités. Et pour être efficiente, elle requiert un pilotage dédié en lien avec les choix politiques des élus.

Aussi, le présent schéma de mutualisation constitue un élément clé du projet de notre territoire. Basé sur une méthode de travail éprouvée, fondée sur la sincérité des rapports entre les communes et la communauté de communes, ce schéma inclut, pour la durée du mandat, les actions de mutualisation qui doivent nous conduire collectivement au développement de l'intérêt général.

M le Maire présente le schéma de mutualisation à l'aide du tableau synthétique ci-après :

Rappel des compétences et services mutualisés existants

| Compétences existantes | Services mutualisés |
|--|--|
| Compétences obligatoires | Services communs |
| Aménagement de l'espace | Informatique et téléphonie |
| Actions de développement économique (Zones d'activité industrielle et artisanale ; développement de l'activité économique et de l'emploi ; développement, promotion et animation du territoire (OT)) | Marchés publics |
| Compétences optionnelles | Service instruction des dossiers d'urbanisme |
| Protection et mise en valeur de l'environnement | Mise à disposition de service |
| Politique du logement et cadre de vie | Voirie (mutualisation ascendante) |
| Création, aménagement et entretien de la voirie (voies hors agglomération) | |
| Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs (centre aquatique) | |
| Action sociale d'intérêt communautaire (pôles de santé, RAM...) | |
| Assainissement | |
| Compétences facultatives | |
| Protection incendie, protection civile et prévention routière | |
| Création, extension, aménagement et entretien d'équipements d'intérêt communautaire (Gendarmerie, Trésor Public) | |
| Développement culturel | |
| Accueil des grands passages de gens du voyage | |
| Communication électroniques d'intérêt intercommunal (aménagement numérique) | |

Calendrier des études 2015 - 2020

Le tableau ci-dessous dresse la liste des réflexions qui seront menées entre 2015 et 2020 dans le cadre du schéma de mutualisation ou de l'évolution des compétences. Les études s'attacheront à identifier les gains d'une mutualisation ou d'un transfert de compétence. Elles en mesureront les conséquences financières et organisationnelles.

| Année de l'étude | Compétence / Mutualisation | Champ de l'étude |
|------------------|----------------------------|--|
| 2015 | Compétence | Enfance - Jeunesse - Accueil de la petite enfance (0 à 3 ans) - Services scolaires et périscolaires - Animation et loisirs pour l'enfance - jeunesse (3-17 ans) - Actions et dispositifs pour les jeunes adultes (18-25 ans) |
| 2015 | Mutualisation | Police intercommunale |
| 2016 | Compétence | Action sociale et personnes âgées |
| 2016 | Compétence | Ensemble des voiries communales (VC, sentiers...) |
| 2017 | Mutualisation | Services techniques |
| 2017 | Mutualisation | Finances - comptabilité |
| 2017 | Mutualisation | Gestion des ressources humaines |
| 2018 | A définir | Gestion des équipements culturels et sportifs |
| 2018 | Compétence | Transports en commun |

VOTE : Unanimité

Réf. 03- Marché public : choix des assurances

Un marché public de prestation de service en assurance a été passé en collaboration avec le cabinet DELTA CONSULTANT.

M le Maire présente les résultats de cette consultation.

Quatre lots sont établis :

- 1 – Dommages aux biens et risques annexe
- 2 – Responsabilité civile et risques annexes
- 3 – Protection juridique, protection fonctionnelle des agents et des élus
- 4 – Véhicules à moteur, auto collaborateurs en mission.

Cinq sociétés ont présenté des offres :

| | Lot 1 | Lot 2 | Lot 3 | Lot 4 |
|------------------|-------|-------|-------|-------|
| SMACL | X | X | X | X |
| GROUPAMA | X | X | | X |
| GAN | | X | | |
| SARRE et MOSELLE | | | X | |
| BRETEUIL | | | | X |

Les tableaux ci-après synthétisent les propositions reçues :

| ▶ OFFRES (DUREE DE VALIDITE : à compter de la date limite de remise des offres jusqu'au 31/12/2015) | LOT 1 – DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES | | |
|--|--|--|--|
| | OPTION 1 | OPTION 2 | OPTION 3 |
| | ↳ Franchise générale : 300 € | ↳ Franchise générale : 750 € | ↳ Franchise générale : 1 000 € |
| SMACL 79 NIORT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 3 733.10 € ↳ DAB : 3 364.53 € (0.43 €/m ² HT) ↳ FRAIS SUP. EXP. : inclus ↳ BDM INFORMATIQUE : 117.35 € (3.5 % HT) ↳ BDM MATERIELS : 112.14 € (5 % HT) ↳ MULTIRISQUE EXPOSITIONS : 139.08 € (2.5 % HT) | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 3 420.47 € ↳ DAB : 3 051.90 € (0.39 €/m ² HT) ↳ FRAIS SUP. EXP. : inclus ↳ BDM INFORMATIQUE : 117.35 € (3.5 % HT) ↳ BDM MATERIELS : 112.14 € (5 % HT) ↳ MULTIRISQUE EXPOSITIONS : 139.08 € (2.5 % HT) | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 3 108.04 € ↳ DAB : 2 739.47 € (0.35 €/m ² HT) ↳ FRAIS SUP. EXP. : inclus ↳ BDM INFORMATIQUE : 117.35 € (3.5 % HT) ↳ BDM MATERIELS : 112.14 € (5 % HT) ↳ MULTIRISQUE EXPOSITIONS : 139.08 € (2.5 % HT) |
| GROUPAMA CENTRE ATLANTIQUE 79 NIORT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 3 445.00 € ↳ DAB : 3 172.00 € (0.405 €/m ² HT) ↳ FRAIS SUP. EXP. : inclus ↳ BDM INFORMATIQUE : 130 € (4 % HT) ↳ BDM MATERIELS : 43 € (2 % HT) ↳ MULTIRISQUE EXPOSITIONS : 100 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 3 013.00 € ↳ DAB : 2 740.00 € (0.350 €/m ² HT) ↳ FRAIS SUP. EXP. : inclus ↳ BDM INFORMATIQUE : 130 € (4 % HT) ↳ BDM MATERIELS : 43 € (2 % HT) ↳ MULTIRISQUE EXPOSITIONS : 100 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 2 724.00 € ↳ DAB : 2 451.00 € (0.313 €/m ² HT) ↳ FRAIS SUP. EXP. : inclus ↳ BDM INFORMATIQUE : 130 € (4 % HT) ↳ BDM MATERIELS : 43 € (2 % HT) ↳ MULTIRISQUE EXPOSITIONS : 100 € |

| ▶ OFFRES (DUREE DE VALIDITE : à compter de la date limite de remise des offres jusqu'au 31/12/2015) | LOT 2 – RESPONSABILITE CIVILE ET RISQUES ANNEXES | | |
|--|--|--|--|
| | OPTION 1 | OPTION 2 | |
| | ↳ Franchise générale : NEANT | ↳ Franchise générale : 500 € | |
| SMACL 79 NIORT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 1 578.59 € ↳ RC : 1 415.09 € (forfait) ↳ INDIVIDUELLE ACCIDENT : 163.50 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 1 229.67 € ↳ RC : 1 066.17 € (forfait) ↳ INDIVIDUELLE ACCIDENT : 163.50 € | |
| GROUPAMA CENTRE ATLANTIQUE 79 NIORT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 1 100.00 € ↳ RC : 1 100.00 € (0.525 % x masse salariale) ↳ INDIVIDUELLE ACCIDENT : inclus | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 700.00 € ↳ RC : 700.00 € (0.334 % x masse salariale) ↳ INDIVIDUELLE ACCIDENT : inclus | |
| GAN ASSURANCES / J.L. ADAM 44 SAINT-NAZAIRE | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 782.62 € ↳ RC : 663.81 € (forfait) ↳ INDIVIDUELLE ACCIDENT : 118.81 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 728.12 € ↳ RC : 609.31 € (forfait) ↳ INDIVIDUELLE ACCIDENT : 118.81 € | |

| OFFRES (DUREE DE VALIDITE : a compter de la date limite de remise des offres jusqu'au 31/12/2015) | LOT 3 – PROTECTION JURIDIQUE – PROTECTION FONCTIONNELLE | | |
|--|---|---|----------------------------------|
| | PROTECTION JURIDIQUE | PROTECTION FONCTIONNELLE | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) |
| SMACL 79 NIORT | ↳ PJ COLLECTIVITE : 391.15 € | ↳ DEFENSE PENALE AGENTS-ELUS : 110.31 € | 501.46 € |
| SARRE & MOSELLE / CFDP 57 SARREBOURG | ↳ PJ COLLECTIVITE : 646.80 € | ↳ DEFENSE PENALE AGENTS-ELUS : 82.00 € | 728.80 € |
| | | | |

| OFFRES (DUREE DE VALIDITE : a compter de la date limite de remise des offres jusqu'au 31/12/2015) | LOT 4 – VEHICULES A MOTEUR ET RISQUES ANNEXES | | |
|--|---|---|--|
| | OPTION 1 | OPTION 2 | |
| | ↳ Franchise « incendie/vol/ dommages » : 250 € / 500 € | ↳ Franchise « incendie/vol/ dommages » : 500 € / 750 € | |
| SMACL 79 NIORT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 1 905.74 € ↳ VAM COLLECTIVITES : 1 512.16 € ↳ AUTO-COLLABORATEURS : 393.58 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 1 832.61 € ↳ VAM COLLECTIVITES : 1 439.03 € ↳ AUTO-COLLABORATEURS : 393.58 € | |
| GROUPAMA CENTRE ATLANTIQUE 79 NIORT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 4 299.00 € ↳ VAM COLLECTIVITES : 3 949.00 € ↳ AUTO-COLLABORATEURS : 350.00 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 3 750.00 € ↳ VAM COLLECTIVITES : 3 400.00 € ↳ AUTO-COLLABORATEURS : 350.00 € | |
| BRETEUIL / LA PARISIENNE ASS. 84 CHARENTON LE PONT | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 7 319.30 € ↳ VAM COLLECTIVITES : 7 039.30 € ↳ AUTO-COLLABORATEURS : 280.00 € | COTISATION ANNUELLE TOTALE (TTC) : 7 110.30 € ↳ VAM COLLECTIVITES : 6 830.30 € ↳ AUTO-COLLABORATEURS : 280.00 € | |

Chaque lot étant indépendant, les offres sont évaluées lot par lot. Trois simulations sont proposées :

| SIMULATION 1 : | | | |
|---------------------------------|---|----------|---|
| ▶ Lot 1 – Dommages aux Biens | ⇒ | GROUPAMA | : 3445,00 € ↳ franchise générale : 300 € ↳ extension(s) de garantie : ↳ VANDALISME sur mobilier urbain et biens extérieurs ↳ prise en charge du REMPLACEMENT DES SERRURES après effraction et vol des clés des bâtiments municipaux ↳ ruissellement des eaux (inondations non reconnues comme catastrophes naturelles) ↳ BRIS DE MACHINES |
| ▶ Lot 2 – Responsabilité Civile | ⇒ | GAN ASS. | : 782,62 € ↳ franchise générale : néant ↳ extension(s) de garantie : ↳ INDEMNITES CONTRACTUELLES (pour toutes personnes, placées sous la responsabilité et la garde de la Collectivité, victimes de dommages corporels) |
| ▶ Lot 3 – Protection Juridique | ⇒ | SMACL | : 501,46 € ↳ extension(s) de garantie : ↳ litiges liés à l'expropriation ↳ litiges liés à la qualité de bailleur |
| ▶ Lot 4 – Véhicules à moteur | ⇒ | SMACL | : 1905,74 € ↳ franchise dommages : 250 € / 500 € (option 1) ↳ extension(s) de garantie : ↳ AUTO-COLLABORATEURS EN MISSION |
| BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL | | : | 6634,82 € |

Soit :

| | | | |
|---|---|------------|---|
| - appels de cotisations 2015 | : | 7 923,65 € | } $\Delta = -1\,288,83\text{ € } (-16\%)$ |
| - budget prévisionnel d'assurances 2016 | : | 6 634,82 € | |

| <input checked="" type="checkbox"/> SIMULATION 2 | |
|--|--|
| ↳ idem simulation 1 – sauf Lot 1 - Dommages aux Biens : franchise 750 € (option 2) | |
| ▶ Lot 1 – Dommages aux Biens | ⇒ GROUPAMA : 3013,00 € ↳ franchise générale : 750 € ↳ extension(s) de garantie : ↳ VANDALISME sur mobilier urbain et biens extérieurs ↳ prise en charge du REMPLACEMENT DES SERRURES après effraction et vol des clés des bâtiments municipaux ↳ ruissellement des eaux (inondations non reconnues comme catastrophes naturelles) ↳ BRIS DE MACHINES |
| ▶ Lot 2 – Responsabilité Civile | ⇒ GAN ASS. : 782,62 € ↳ franchise générale : néant ↳ extension(s) de garantie : ↳ INDEMNITES CONTRACTUELLES [pour toutes personnes, placées sous la responsabilité et la garde de la Collectivité, victimes de dommages corporels] |
| ▶ Lot 3 – Protection Juridique | ⇒ SMACL : 501,46 € ↳ extension(s) de garantie : ↳ litiges liés à l'expropriation ↳ litiges liés à la qualité de bailleur |
| ▶ Lot 4 – Véhicules à moteur | ⇒ SMACL : 1905,74 € ↳ franchise dommages : 250 € / 500 € (option 1) ↳ extension(s) de garantie : ↳ AUTO-COLLABORATEURS EN MISSION |
| BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL : 6202,82 € | |

Soit :

| | | |
|---|--------------|--|
| - appels de cotisations 2015 | : 7 923,65 € | } $\Delta = - 1 720,83 \text{ € } (- 21 \%)$ |
| - budget prévisionnel d'assurances 2016 | : 6 202,82 € | |

| <input checked="" type="checkbox"/> SIMULATION 3 | |
|--|--|
| ↳ idem simulation 2 – sauf Lot 1 - Dommages aux Biens : franchise 1 000 € (option 3) | |
| ▶ Lot 1 – Dommages aux Biens | ⇒ GROUPAMA : 2724,00 € ↳ franchise générale : 1 000 € ↳ extension(s) de garantie : ↳ VANDALISME sur mobilier urbain et biens extérieurs ↳ prise en charge du REMPLACEMENT DES SERRURES après effraction et vol des clés des bâtiments municipaux ↳ ruissellement des eaux (inondations non reconnues comme catastrophes naturelles) ↳ BRIS DE MACHINES |
| ▶ Lot 2 – Responsabilité Civile | ⇒ GAN ASS. : 782,62 € ↳ franchise générale : néant ↳ extension(s) de garantie : ↳ INDEMNITES CONTRACTUELLES [pour toutes personnes, placées sous la responsabilité et la garde de la Collectivité, victimes de dommages corporels] |
| ▶ Lot 3 – Protection Juridique | ⇒ SMACL : 501,46 € ↳ extension(s) de garantie : ↳ litiges liés à l'expropriation ↳ litiges liés à la qualité de bailleur |
| ▶ Lot 4 – Véhicules à moteur | ⇒ SMACL : 1905,74 € ↳ franchise dommages : 250 € / 500 € (option 1) ↳ extension(s) de garantie : ↳ AUTO-COLLABORATEURS EN MISSION |
| BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL : 5913,82 € | |

Soit :

| | | |
|---|--------------|--|
| - appels de cotisations 2015 | : 7 923,65 € | } $\Delta = - 2 009,83 \text{ € } (- 25 \%)$ |
| - budget prévisionnel d'assurances 2016 | : 5 913,82 € | |

Le cabinet Delta consultant, considérant le gain de cotisation suffisant en regard des accroissements des franchises « dommages aux bines » et « responsabilité civile », conseille à la collectivité d'orienter son choix vers la simulation 1 qui retient les dispositions suivantes :

Lot 1 – Dommages aux biens et risques annexe : franchise générale de 300 € (franchise actuelle de 346 €)

Lot 2 – Responsabilité civile et risques annexes : sans franchise (idem actuellement)

Lot 3 – Protection juridique, protection fonctionnelle des agents et des élus : sans franchise (idem actuellement)

4 – Véhicules à moteur, auto collaborateurs en mission : franchise option 1 (mini 250 € - maxi 500 €).
Actuellement mini 231 € - maxi 577 €

VOTE : A l'unanimité le Conseil Municipal décide de retenir l'option 1.

Réf. 04 – Mise en place de l'Agenda d'Accessibilité Programmée

Les AD'AP sont des documents de programmation et de financement des travaux de mise en accessibilité, élaborés par les gestionnaires ou propriétaires des établissements recevant du public (ERP).

La collectivité a reçu un accord favorable de la Préfecture concernant la demande de prorogation de trois mois du délai de dépôt de l'AD'AP, soit jusqu'au **27 décembre 2015**.

L'APAVE a réalisé une vérification d'accessibilité handicapé. M le Maire présente la proposition d'élaboration de l'AD'AP.

| Demande de dérogation | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------|------|------|------|------|------|------|
|-----------------------|------|------|------|------|------|------|

Estimation des couts

| Eglise | | | | | | |
|--|--|--|-------------------|-------------------|--|-------------------|
| Cheminevements extérieurs (fiche 1) : éclairage | | | | 3 000,00 € | | |
| Poignets (fiche 2) | | | 200,00 € | | | |
| nez de marche (fiche 3) | demande de dérogation | | | | | |
| main courante | | | 1 200,00 € | | | |
| éclairage | | | | 1 000,00 € | | |
| bande vigilance | | | 200,00 € | | | |
| Cheminevements extérieurs (fiche 4) | demande de dérogation : suppression de l'accès | | | | | 8 100,00 € |
| Stationnement (fiche 5) | | | 1 700,00 € | | | |
| Circulation intérieure (fiche 6) : suppression des ressauts | | | 200,00 € | | | |
| création d'une rampe (fiche 6) | demande de dérogation : possibilité d'avancer le micro | | | | | |
| Circulation intérieure (fiche 7) | | | 100,00 € | | | |
| Circulation intérieure (fiche 8) sas | | | 500,00 € | | | |

| | Demande de dérogation | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | |
|---|-----------------------|-------------------|------|------|------|------|------|-------------------|
| Sanitaire place Jeanne d'Arc : | | | | | | | | 2 100,00 € |
| Urinoir à différentes hauteur (fiche 9) | | 400,00 € | | | | | | |
| Modifier le lavabo (fiche 9) | | 600,00 € | | | | | | |
| Pictogramme (fiche 10) | | 100,00 € | | | | | | |
| Mise en accessibilité PMR d'un toilette (fiche 10) | | 1 000,00 € | | | | | | |
| <i>dispositif pour refermer la porte</i> | | 100,00 € | | | | | | |
| <i>barre d'appui</i> | | 100,00 € | | | | | | |
| <i>installation d'un lave main</i> | | 600,00 € | | | | | | |
| <i>déplacer les accessoires</i> | | 200,00 € | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|--|--|--|------------|------------|-------------------|
| Pharmacie | | | | | | 3 000,00 € | | |
| réduire le devers (fiche 11) | au vu des contraintes financières et techniques report sur un calendrier de 2 x 3 ans | | | | | | 3 200,00 € | 9 600,00 € |
| éclairage extérieur (fiche 11) | | | | | | | | |
| repérer la porte d'entrée (fiche 12) | | | | | | 200,00 € | | |
| espace de manœuvre (fiche 12) | | | | | | 400,00 € | | |
| escalier extérieur (fiche 13) | | | | | | 900,00 € | | |
| stationnement (fiche 14) | | | | | | 1 900,00 € | | |
| banque d'accueil (fiche 15) | à la charge du locataire | | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|--|----------------------------|--|--|--|------------|--|--|-------------------|
| vestiaire de foot | | | | | | | | |
| réduire dévers (fiche 16) | | | | | 2 800,00 € | | | 4 700,00 € |
| Cheminement extérieur (fiche 17) | | | | | 1 500,00 € | | | |
| Cheminement extérieur (fiche 18) | | | | | 800,00 € | | | |
| Cheminement extérieur (fiche 19) | dérogation (accès arbitre) | | | | | | | |
| création d'une place de stationnement PMR (fiche 20) | | | | | 1 600,00 € | | | |

| | | | | | |
|---|--|-----------------|-------------------|--|--|
| bar : adaptation du mobilier bar (amovible "fixe") fiche 21 vestiaires (fiche 22) | | 600,00 € | | | |
| | demande de dérogation pour ne pas mettre en accessibilité la partie vestiaire (il n'y a pas de joueurs ni d'arbitre en situation de PMR) | | | | |
| vestiaire arbitre (fiche 23) | | | | | |
| Aménagement WC extérieur public PMR (fiche 24) | | 200,00 € | | | |
| création espace de rotation (fiche 24) | | | | | |
| sanitaire intérieur (fiche 25) | dérogation | | | | |
| vestiaire (fiche 26) | | | | | |
| Douches vestiaires (fiche 27) | demande de dérogation pour ne pas mettre en accessibilité la partie vestiaire (il n'y a pas de joueurs ni d'arbitre en situation de PMR) | | | | |
| | | | 1 300,00 € | | |

| | | | | | |
|--------------------------------------|--|--|-------------------|-------------------|--------------------|
| Café | | | | | |
| Cheminement (fiche 28) | au vu des contraintes financières et techniques | | | | 4 800,00 € |
| éclairage (fiche 28) | report sur un calendrier de 2 x 3 ans | | | | 3 200,00 € |
| espace de manœuvre (fiche 29) | | | | | |
| stationnement adapté (fiche 30) | | | | | |
| accueil (fiche 31) | à la charge du locataire | | | | |
| porte accès terrasse (fiche 32) | | | | | |
| création sanitaire adapté (fiche 33) | | | | | |
| | | | 1 200,00 € | 4 500,00 € | 20 100,00 € |
| | | | | 1 400,00 € | |
| | | | 5 000,00 € | | |

| | Demande de dérogation | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | |
|---|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|
| salle polyvalente | | | | | | | | |
| cheminements extérieurs | | | 2 300,00 € | | | | | |
| | <i>fiche 34</i> | | 1 000,00 € | | | | | |
| | <i>fiche 35</i> | | 900,00 € | | | | | |
| | <i>fiche 36</i> | | 400,00 € | | | | | |
| Stationnement (fiche 37) | | | 2 600,00 € | | | | | |
| Hall d'accueil (fiche 38) | | 1 100,00 € | | | | | | |
| Circulation intérieures (fiche 39) | | 300,00 € | | | | | | |
| Accès scène grande salle (fiche 40) | | 1 500,00 € | | | | | | 11 950,00 € |
| Accès scène salle de réunion (fiche 41) | | 1 000,00 € | | | | | | |
| Accès scène élévateur (fiche 42) | demande de dérogation | | | | | | | |
| modifications 1 porte accès grande salle (fiche 43) | | 1 350,00 € | | | | | | |
| sanitaires hommes (fiche 44) | pas besoin de rabaisser le lavabo | | 600,00 € | | | | | |
| Sanitaires PMR (fiche 45) | | | 1 200,00 € | | | | | |
| Fief des Rainettes | | | | | | | | |
| Stationnement (fiches 47) | | | 500,00 € | | | | | 900,00 € |
| sanitaire (fiche 48) | | 900,00 € | | | | | | |
| Cimetière | | | | | | | | |
| Cheminements intérieurs (fiche 49) | | 800,00 € | | | | | | 2 200,00 € |
| Stationnement (fiche 50) | | 1 400,00 € | | | | | | |
| | Demande de dérogation | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | |

| | | | | |
|----------------------------------|------------|------------|------------|------------|
| Sanitaires Baudrière | | | | |
| Cheminement extérieur (fiche 51) | | 1 100,00 € | | |
| stationnement (fiche 52) | | | 1 600,00 € | |
| sanitaires | 2 200,00 € | | | 4 900,00 € |

| | | | | | | |
|-------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|
| 12 850,00 € | 13 000,00 € | 13 600,00 € | 9 600,00 € | 8 900,00 € | 11 200,00 € | 69 150,00 € |
|-------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|

VOTE : Unanimité

Réf. 05 – Demande du fonds de concours pour l'aménagement du restaurant scolaire

Par délibération du 15 décembre 2010, le conseil communautaire a décidé de mettre en place le système de versement de fonds de concours de la communauté de communes vers ses communes membres à raison d'un montant prévisionnel de 500 000 € par an, pour une période de cinq ans, soit une enveloppe globale de 2 500 000 € (échéance au 31.12.2015).

Ce fonds de concours est institué pour développer l'investissement des communes membres de la communauté de communes en leur permettant de réaliser des équipements s'inscrivant dans leur besoin.

M le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter la CCPA afin d'obtenir un fond de concours ayant pour objet l'aménagement du restaurant scolaire.

VOTE : Unanimité

Réf. 06 – Choix du nom de la rue du stade

Avec la construction du cabinet de kiné et l'évolution à venir de ce quartier il s'agit de nommer cette voie de desserte. Aujourd'hui elle porte le nom de la rue du stade.

M le Maire propose de nommer cette voie la Place de la Fontaine.

VOTE : Unanimité

Questions diverses

- 1 – Présentation d'un projet de lotissement
- 2 – Compte rendu des commissions
- 3 – Remise des prix Paysage de votre commune le vendredi 20 novembre à 19 h en mairie

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h25

A Saint Julien des Landes, le 26 octobre 2015.

Le Maire
Joël BRET



